



ABC de la laïcité – Eddy Khaldy

La laïcité :

C'est avant tout, la liberté de conscience.

C'est l'égalité de toutes les convictions

C'est la neutralité de l'Etat



La laïcité assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi sans distinction d'origine, de race ou de religion

La Constitution ne connaît pas les communautés mais exclusivement les citoyens.

La laïcité est la pierre d'assise des institutions républicaines. Faire vivre ensemble toutes les diversités

Laïcité : les trois séparations : 1789-1905

1792 : séparation de l'Eglise et de l'Etat Civil

1882-1886 : séparation de l'Eglise et de l'Ecole

1905 : séparation de l'Eglise et de l'Etat

Les bases juridiques de la laïcité de l'état :

La loi du 9 décembre 1905

La constitution



La France, c'est nous tous

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale
La laïcité constitue la clé de voûte de la citoyenneté républicaine



COMMUNAUTARISME

La laïcité est toujours un combat
Les trois espaces de la laïcité :

L'espace public : écoles, hôpitaux, tribunaux,
casernes, prisons..

L'espace civil : la rue, les transports, les commerces

L'espace privé : le domicile, les lieux de culte

Pour être égalitaire et émancipatrice, la République se doit d'être laïque

Organiser la vie politique, civile et sociale autour des religions porte atteinte aux libertés

Les dérives sémantiques à l'encontre de la laïcité :
ajouter un adjectif pour dénaturer le principe juridique de la laïcité



Madame, nous vous écoutons...

Faire partager aux élèves les valeurs de la République

La laïcité de l'Ecole pour :

Forger sa personnalité - Exercer son libre arbitre

Apprendre la citoyenneté

La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée

Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles de l'Ecole



C'est pas vraiment fait pour qu'on se rencontre

EUROPE : pas de conception commune.

Les rapports entre les Etats et la religion restent avant tout de compétence nationale.

Convention internationale des droits de l'enfant 1989

